

Benoît Lutgen lance le TomorrowLab

CDH Le parti organise, le 28 mars, une grande opération de réflexion ouverte à tous

- Sur le fond, il s'agit de dégager des idées nouvelles pour le développement humain. Trois mots clés : audace, respect, partage.
- Sur la forme, c'est une démarche participative, marquée par l'ouverture à tous les citoyens, singulièrement les jeunes.

ENTRETIEN

Des semaines qu'il y travaille... Benoît Lutgen réunit, le 28 mars en fin de journée, à Marche, ses troupes. Mais pas seulement : tous les citoyens, les jeunes en particulier, sont invités à faire bouillonner leurs idées. Le CDH lance donc une vaste opération de réflexion, nourrie par une démarche participative et interactive inédite, baptisée TomorrowLab. En d'autres termes, le président humaniste veut repenser la société et, pour cela, entend « ouvrir les portes et fenêtres du parti ». Dans les prochains jours, le CDH mettra en ligne une plateforme, où chacun pourra poster propositions et réflexions. Le 28 mars, au Wex, point de tribune pour les ténors, mais une centaine de tables, conçues comme autant de lieux de dialogue entre membres et non-membres, autour des idées émises. Au cœur de la procédure : les jeunes, attendus en nombre. Ensuite, le CDH lancera, en Wallonie et à Bruxelles, une centaine de laboratoires d'idées, eux aussi ouverts à tous, citoyens et représentants des milieux associatifs, éducatifs, économiques. Dans les cartons aussi, un wiki-CDH, regroupant les idées et solutions innovantes...

C'est quoi l'objectif ?

De s'ouvrir au maximum à la société, et de trouver des solutions alternatives. Aujourd'hui, on a des conservatismes à gauche comme à droite ; la gauche est de plus en plus à gauche, la droite de plus en plus à droite. Ils s'invectivent et se nourrissent l'un de l'autre. Cela aboutit à une gestion mécanique de l'Etat. Exemple ? La recherche absolue de la croissance, vue comme synonyme de bonheur, de qualité de vie. Alors que ce n'est pas le cas ! Et on a une société à bout de souffle, en manque de repères.

Le TomorrowLab répond à ça ?

Nous prôtons un nouveau paradigme politique, le développement humain. Ce socle a été défini et approuvé. Il s'articule autour de cinq axes (NDLR : l'éducation, l'économie au service de l'humain, un nouveau contrat de société, la convivialité des territoires, le vivre ensemble). Maintenant, nous voulons faire émerger des nouvelles propositions dans tous ces domaines. Ce n'est pas un travail d'introspection interne, c'est un processus inédit d'ouverture. Les idées seront analysées selon trois critères clés : l'audace et la créativité, le partage qu'il faut encourager dans notre société, et le respect du socle de nos valeurs. On veut donner du sens à l'action politique. Ce n'est pas en se regardant le nombril, dans un parti, qu'on fait avancer les idées.

Il y a une crise de confiance en la politique, plus marquée encore chez les jeunes...

La crise de confiance est générale. On change beaucoup plus rapidement de médecin, d'assureur, de mutuelle. La crise de confiance est majeure et elle est plus forte que toutes les autres crises, économique, financière... Face à ça, on doit retrouver une communauté de destins, autour d'un socle de valeurs. Et l'Etat doit agir pour apporter des réponses qui ont du sens et de l'équité. Par exemple en luttant contre l'évasion fiscale. Si on ne le fait pas, comme c'est le cas avec ce gouvernement, comment, ensuite, demander à la population d'accepter l'impôt ?

Vous vous posez en troisième voie. On dit pourtant que le centre n'a pas d'avenir. Qui dit ça ?

Certains politologues. Dont Pascal Delwit dans « L'Echo ».

J'ai davantage confiance en M^{me} Soleil qu'en Pascal Delwit. Au moins, Madame Soleil ne défend pas plus les Béliers que les Taureaux. Pascal Delwit est quelqu'un d'engagé, dont la crédibilité est mise à mal.

Mais le centre a un avenir ?

Le centre a une histoire. La démocratie-chrétienne a une histoire, et elle évolue. On doit pouvoir se retrouver dans des partis non matérialistes. On a une droite et une gauche hypermatérialistes, avec des réflexes d'une autre époque. A nous de montrer nos différences et notre identité de manière plus importante sur la quête de sens, le développement humain. Et j'ai l'intime conviction qu'il y a une majorité de citoyens qui ont envie de défendre ce projet.

C'est à eux que vous allez vous adresser ?

Avec d'autres ! Je suis humble, je ne dis pas qu'on est les seuls à incarner ça. D'ailleurs, je tends la main à tous ceux qui, dans la société, veulent porter ce projet extrêmement optimiste. Je n'ai pas besoin d'une catastrophe naturelle pour augmenter mon score dans les sondages, ni d'un problème de sécurité, ni de difficultés sociales. Je n'ai pas besoin d'aspects négatifs ou destructeurs pour faire avancer mon parti. Nous sommes un parti d'intérêt général. Nous allons d'ailleurs aller voir quels sont les mouvements politiques ou citoyens, en Europe, qui peuvent nous rejoindre. Voir comment on se rassemble au niveau européen, autrement que dans un clivage PPE/socialistes/libéraux... ■

Propos recueillis par
**VÉRONIQUE
LAMQUIN**

« On a une droite et une gauche hypermatérialistes. On doit pouvoir se retrouver dans des partis non matérialistes »

opposition « Le gouvernement confond réforme et brutalité »

Il est où Benoît Lutgen ?, se demande-t-on parfois. On vous voit moins qu'Elio Di Rupo ou Olivier Maingain !

C'est mon style, c'est ma personnalité, je ne vais pas changer. Je n'ai pas besoin d'aller quinze fois par mois dans les médias pour me dire que j'existe. Etre président de parti, pour moi, c'est autre chose. C'est être sur le terrain. C'est aussi imaginer la société de demain. J'ai initié ça en arrivant à la présidence : j'ai commencé par renforcer le centre d'études. Je ne veux pas être simplement dans la gestion, mais aussi dans la prospection. Et, je le répète, je n'ai pas besoin d'envoyer un communiqué par jour ou des Tweets, je ne suis pas sur Facebook. Ma conviction, et ce que je veux incarner, c'est la quête de sens. Cela se fait dans le recul nécessaire. Si on veut regagner la confiance de la population, ça passera par un certain recul. La surcommunication abîme le message politique. Et puis reprenez les déclarations de certains au fil du temps, vous verrez qu'il y a parfois très peu de cohérence.

Tous les partis francophones veulent se refonder ; c'est une opération de com, pour exister parce

que, dans l'opposition fédérale, ça ne passe pas ?

Je ne vois pas les choses comme ça. Ce que je regrette, dans l'opposition, c'est que les mains que

nous avons tendues n'ont pas été saisies par le gouvernement. Nous avons déposé des propositions en matière de sécurité, le gouvernement n'a pas voulu les prendre en compte, et est tombé dans un jeu politicien majorité/opposition. Je regrette aussi que le Premier ministre n'ait pas reçu l'ensemble des partis ; François Hollande l'a fait en France, pour créer l'unité nationale. Le gouvernement a traité l'opposition socialiste de caricature. J'estime que là, c'est un réflexe caricatural de la part de la majorité.

Le gouvernement ne trouve toujours pas grâce à vos yeux ?

Le gouvernement confond réforme et brutalité. La seule brutalité serait une réforme ? Non ! Ce n'est pas parce qu'on va bien à droite, avec des réformes bien dures, qu'on va s'en sortir ! En plus on essaie de nous dire que c'est la seule solution ? Mais il y a des moyens en Belgique ! Regardez les montants de l'évasion fiscale. Mais il y a aussi des tabous très importants, surtout au VLD, à la N-VA et au MR : toucher à une partie de l'évasion

fiscale, si on fait un raccourci, c'est comme si on allait toucher à une partie de leur électorat.

Quand vous avez dit ça, vous faites quoi ?

Le CDH sera davantage dans la proposition que dans la réaction. Nous allons par exemple demander qu'on remette les moyens nécessaires à la Justice, à la police,

aux soins de santé. On déposera des propositions de loi en ce sens. Et on soutiendra le gouvernement si jamais il le fait. Il y a deux éléments qui nous inquiètent quant à la restauration d'une certaine confiance dans l'autorité de l'Etat : la Justice et la police. Les décisions budgétaires du gouvernement MR/N-VA ont des conséquences dramatiques sur le terrain, à la fois pour la sécurité des citoyens, et pour le bon fonctionnement de la Justice. On touche à la démocratie, au cœur de l'Etat parce que cela crée un désespoir par rapport à ce qu'on peut attendre de l'Etat. Et ce alors que tout le monde voit qu'il y a des moyens, notamment dans l'évasion fiscale ! C'est la même chose au niveau des soins de san-

té. On s'attaque à des parents qui ont des enfants malades et qui sont sans travail, qui sont dans des situations dramatiques sur le plan humain, familial, financier. Et on dit que la priorité c'est d'exclure ces gens-là et leurs enfants de la société ? On est dans l'ignoble ! Et à côté de ça, il y a des milliards qui s'envolent et on fait semblant de voir que ça n'existe pas, ou quasiment. C'est totalement déséquilibré. Et ce déséquilibre engendre quoi sur le terrain ? De la violence, de l'incompréhension. Cela dépasse l'entendement, c'est de la droite extrêmement dure et brutale.

Fin octobre, vous réclamiez une réunion des présidents de parti francophones ; elle a eu lieu ?

Tous ensemble, non. J'ai eu l'occasion de rencontrer chaque président de parti, séparément. Je continue à penser qu'on devrait se voir, quitte à se que ça se fasse dans la discrétion. ■

« Je n'ai pas besoin d'envoyer un tweet ou un communiqué par jour. La surcommunication abîme le message politique »

Le salut par l'ouverture ?

Benoît Lutgen n'est pas naïf. Il a beau nier fermement toute inquiétude quant à l'avenir de son parti, il n'en cherche pas moins à asseoir puis élargir son assise. A peine président, il assurait vouloir retisser les liens avec le pilier chrétien. Lisez les syndicats - il a, en apparence, réussi, puisque Claude Rolin a quitté la CSC pour devenir eurodéputé humaniste mais, dans les rangs syndicaux, on vote, aussi, pour le PS, Ecolo. Il a par ailleurs fait de Jean Hermesse, secrétaire général de la Mutuelle chrétienne, un proche. Mais cela ne suffit pas, le Bastognard ne le sait que trop. Le CDH oscille entre 10 et 15 %. Sa force ? Ses ténors (les Lutgen, Milquet, Prévot cartonnent sur leurs terres) et, sans doute, la faiblesse d'Ecolo. Pas de quoi assurer un avenir durable au parti, dont on peine parfois à identifier le positionnement. Voilà pourquoi Benoît Lutgen œuvre, dans la discrétion, à l'ouverture de sa formation. Première étape, visible, au Wex, le 28 mars : amener des non-militants sur les terres humanistes. En espérant les accrocher plus qu'un après-midi. Autre envie : capter des liens, des bonnes idées à l'étranger, pour renouveler le programme. Objectif ultime : incarner cette troisième voie, entre gauche et droite. Une évidence pour survivre électoralement ; une montagne à gravir dans la réalité politique. Sans compter que le CDH n'est pas le seul parti à chercher une troisième voie.

V.L.A.